

Vie des associations

L'Ajev promeut " l'égalité des chances " en France



La rencontre avec le directeur général de l'Institut Montaigne.



Brice Laccruche Alihanga, ici avec Alexandre Vilgrain (g), président du conseil français des investisseurs en Afrique.

Synthèse de Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

BRICE Laccruche Alihanga, fondateur de l'Association des jeunes émergents volontaires (Ajev) vient de séjourner en France, où, à la faveur d'une série de rencontres avec de nombreuses personnalités françaises, il a présenté cette plate-forme associative, ses actions et ses missions. L'objectif de ces différents contacts était surtout de doter l'Ajev de meilleurs outils pour contribuer à la mise en place concrète de l'égalité des chances au Gabon.

Brice Laccruche Alihanga a, en effet, été reçu par de nombreuses hautes personnalités du monde économique français, avec lesquels il a échangé sur des questions majeures en termes de développement, telles que l'éducation, l'emploi, etc. Il a ainsi pu expliquer le modèle de l'Ajev à travers sa structure, ses engagements et ses actions de terrain. Un modèle de solidarité participative unique en Afrique centrale, qui a suscité un vif intérêt auprès de ses interlocuteurs.

Plusieurs axes de collaboration potentielle ont été émis, en vue de les concrétiser à très court terme. Notamment avec Laurent Cros, directeur général d'Agir pour l'école, une plate-forme d'expérimentation de nouvelles méthodes d'apprentissage éducatives. Une problématique prioritaire pour l'Ajev, qui entend promouvoir une éducation de qualité pour tous dès le plus jeune âge.

Toujours au plan de l'éducation, l'autre enjeu majeur est le numérique, avec comme problématique : comment les nouvelles technologies peuvent-elles contribuer à répondre aux besoins croissants de formation des populations africaines ? Un sujet passionnant qui a fait l'objet d'une discussion avec Alexandre Zapolsky, co-

fondateur de Linagora et président du groupe spécial de travail "Export" au sein du comité stratégique national de département d'État numérique.

Dans l'optique de doter l'Ajev d'un laboratoire d'idées destiné à en faire une force de proposition auprès des institutions publiques, Brice Laccruche Alihanga a rencontré Laurent Bigorgne, directeur général de l'Institut Montaigne, think tank français de référence créé par Claude Bébéar, afin de répondre aux enjeux de compétitivité et de cohésion sociale.

Il a également échangé avec Alexandre Vilgrain, président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), Cécile Barry, présidente du réseau des femmes entrepreneurs "Action'elles", Philippe Gautier, directeur général de Medef International, Pascal Lorot, président de l'Institut Choiseul, ainsi qu'avec Jean-Pierre Cantegrit, président du groupe d'amitié France-Afrique centrale.

UNE AUTRE VOIE • « *Ce que nous voulons à travers cette visite, c'est de (...) braquer les projecteurs sur ces Gabonais qui s'engagent individuellement pour l'intérêt général et le développement de leur pays* », a expliqué Brice Laccruche Alihanga, à l'issue de ces différentes rencontres.

Ce voyage hexagonal a également été mis à profit pour faire la promotion de son dernier essai "L'Or Jeune - Plaidoyer pour la jeunesse gabonaise". A cet effet, il a rencontré des journalistes des différents médias français pour présenter sa vision du Gabon, mais aussi pour les inviter à évoquer le Gabon sous un autre prisme que celui de la polémique politicienne.

« *Les journalistes ne peuvent pas continuer à réduire l'actualité du Gabon à la seule crise post-électorale passée* », a-t-il déclaré. Interpellant les journalistes sur le modèle de l'Ajev, « *qui apporte des solutions concrètes, de proxi-*

mité, pour répondre aux besoins des populations locales. »

L'Ajev, selon lui, entend proposer une autre voie : « *Il y a au Gabon des jeunes*

motivés, qui veulent contribuer au développement de leur pays. Il faut également les mettre en lumière et ne pas contribuer à laisser germer des idées fatalistes. De

ce point de vue, les médias ont aussi leur rôle à jouer pour ne pas véhiculer une vision catastrophiste, qui ne correspond en rien à la réalité, à travers leurs

différents articles et reportages », appelant ainsi "un dialogue apaisé" avec les journalistes de l'Hexagone dans le traitement de l'actualité gabonaise.